

**Éléments de
commentaires
pour les
documents**

DOC. Evolution des frontières septentrionales de l'Empire ottoman entre 1500 et 1913

Source de travail: <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/balkans-histoire>

Nous parlions précédemment de traités internationaux pour fixer les frontières. Faisons donc un zoom sur les frontières septentrionales de l'Empire ottoman:

- 1699 - Traité de Karlowitz: l'Empire cède plusieurs territoires européens, dont la Hongrie.
- 1806-1811: la Russie prend le contrôle des protectorats géorgiens.
- 1829: la Serbie acquiert une large autonomie.
- 1829-1830 : indépendance de la Grèce.
- 1878: Le Congrès de Berlin ampute l'Empire de presque toutes ses dernières provinces européennes et d'un cinquième de sa population.
- Dans les années 1908, la Bulgarie profite de troubles internes à l'empire pour proclamer son indépendance et l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine.
- En 1912-1913, l'empire ottoman mène une série de guerres dites « guerres balkaniques. Elles se traduisent par la perte des territoires des Balkans.

DOC. Zones maritimes selon la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (Montego Bay – 1982)

Source de travail: <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/oceans-and-law-sea/index.html>

- Les mers et les océans ont longtemps été considérés comme uniques et « sans frontière ». Ainsi, tous les navires « inoffensifs », c'est-à-dire ne portant pas atteinte à la sécurité des États côtiers, pouvaient naviguer sans entrave. Cette doctrine de la liberté des mers, surnommée « mare liberum », fut établie par le juriste néerlandais Hugo Grotius en 1609. Ce principe avait pour objectif de contrer la politique hégémonique de maîtrise des mers menée par le Portugal.

- L'idée de frontières maritimes apparaît pour la première fois dès le XVIIIème siècle. Les puissances maritimes européennes (Espagne, Pays-Bas, France...) établirent alors la règle des trois milles marins, distance qui représentait la portée des canons de l'époque. Les espaces maritimes furent donc séparés en deux par une frontière : d'une part, les eaux territoriales, sous souveraineté nationale, d'autre part, la haute mer internationale

1) Les eaux territoriales ou mer territoriale désigne une zone qui s'étend jusqu'à 12 milles marins depuis le trait de côte. L'État côtier dispose d'une souveraineté totale sur les eaux, les fonds et le sous-sol. Néanmoins, Tous les navires, y compris les navires de guerre, bénéficient du droit de passage dit « inoffensif », c'est-à-dire s'ils ne présentent pas de menace.

2) La zone contigüe s'étend jusqu'à 24 milles marins depuis le trait de côte. L'État côtier a le droit de prévenir et réprimer les infractions à ses lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration

3) La Zone économique exclusive (ZEE) s'étire jusqu'à 200 milles marins du rivage (370 km). Les États côtiers y disposent de « droits souverains » pour l'exploitation des richesses et de « juridiction » principalement pour la protection de l'environnement, il s'agit donc d'une souveraineté économique et non politique. Les États peuvent par exemple délivrer des licences de pêche à des navires étrangers.

4) La Zone de haute mer et la Zone internationale des fonds marins: la Convention de Montego Bay considère ces zones comme des « biens communs mondiaux ». Cela signifie qu'ils ne peuvent être appropriés ni revendiqués, et sont donc sans frontière. Le droit applicable est celui du pavillon national des navires qui y croisent.

DOC. L'Arctique, une nouvelle frontière?

Source de travail: <https://visionscarto.net/partager-l-arctique>

- À partir de 2007, l'emphase médiatique et politique délaisse la question des passages arctiques, que la perspective de leur ouverture avait mise en 2000 au cœur de l'actualité, pour s'intéresser aux revendications des États riverains de l'océan Arctique. Les souverainetés sur les terres émergées sont établies depuis les années 1930 et n'ont pas été contestées depuis.
- De fait, avec l'avènement du droit de la mer incarné dans la convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982 les États riverains de l'Arctique ont commencé à tracer des frontières de leurs zones de pêche ou de leur ZEE.
- Les États riverains souhaitent, comme le leur permet la CNUDM, étendre, au-delà des 200 milles marins, zone dans laquelle ils contrôlent l'exploitation des ressources du sous-sol, à savoir le plateau continental élargi.
- Certains litiges sur des frontières maritimes ont été réglés par des négociations bilatérales:
 - entre le Canada et le Danemark (Groenland) le 17 décembre 1973
 - entre le Danemark (Groenland) et l'Islande, le 11 novembre 1997
 - entre le Danemark et la Norvège (Groenland/Svalbard)
- Parfois, c'est l'arbitrage de la Cour internationale de justice, qui règle une dispute entre le Danemark et la Norvège le 20 février 2006
- Néanmoins, des litiges subsistent dans l'Arctique au sujet de la définition des zones économiques exclusives.
 - En mer de Beaufort, le Canada prétend prolonger la frontière terrestre du 141^e méridien entre l'Alaska et le Yukon, dessinée par le traité russo-britannique de 1825 et reprise lors de l'achat de l'Alaska par Washington, ce que contestent les États-Unis, qui entendent recourir au principe d'équidistance. Le litige, apparu en 1976 lorsque Washington a officiellement protesté contre l'attribution de concessions pétrolières canadiennes, porte sur 21 390 km².
 - En mer de Lincoln, au nord du détroit de Nares, un autre litige mineur oppose le Canada et le Danemark sur 222,3 km² d'espaces maritimes.
 - L'extension des zones économiques exclusives russe et norvégienne à l'est de l'archipel du Svalbard demeure contestée. Moscou s'appuie notamment sur la théorie des secteurs pour légitimer son tracé.
 - Entre la Russie et les États-Unis en mer de Béring : en 1990, l'Union soviétique a signé avec les États-Unis une entente délimitant leurs frontières maritimes dans la mer de Béring, l'océan Arctique et le nord de l'océan Pacifique. Elle accorde une zone contestée de 50 000 km² aux États-Unis. L'entente n'a pas été ratifiée par la Russie, État successeur de l'URSS, qui a seulement accepté de la respecter de façon provisoire. Le Sénat des États Unis a ratifié l'entente en 1991.

DOC. La « frontiérisation » du monde

Source de travail: http://cartotheque.sciences-po.fr/media/Le_trace_des_frontieres_dans_le_monde/2362/?jsessionid=5E96D2CEE3739D5F96EF3B35574E0FF9

- Nous assistons à une fragmentation politique du monde, qui se traduit par une multiplication des frontières liée à un nombre croissant d'États sur la planète: la dislocation des équilibres liés à la guerre froide a entraîné la création de près de 27 000 km de frontières dans le monde depuis 1991.
- Aujourd'hui, le monde est structuré par plus de 250 000km de frontières terrestres, qui séparent 197 États souverains. 10% ont moins de 25 ans d'existence: c'est le cas, par exemple, de la disparition de l'URSS, qui fait émerger de nouveaux États.

DOC. La frontière États-Unis/Mexique à Calexico/Mexicali

Source de travail: <https://geoimage.cnes.fr/fr/la-frontiere-etats-unis-mexique-mexicalicalexico-mur-villes-jumelles-maquiladoras-cartels-et-droque>

- Tout au long de la frontière États-Unis/Mexique, s'est mis en place un système de « villes-jumelles » (twin-cities) se développant de chaque côté de la frontière
- Il y débouche même parfois sur l'existence de véritables conurbations transfrontalières de grande ampleur urbaine, démographique et économique : Tijuana/San Diego, Nogales/Heroica Nogales, El Paso/ Ciudad Juarez, Laredo/ Nuevo Laredo, Brownsville/ Matamoros.
- Symbole de l'osmose frontalière:
 - Mexicali (nom inventé au début du XXème siècle): juxtapose les termes Mexique/Californie
 - Calexico juxtapose les termes Californie/Mexico.

- Côté des Etats-Unis: Calexico est une ville créée par le développement agricole et les échanges frontaliers en 1899 par l'Imperial Land Compagny.
- Elle compte:
 - 800 habitants en 1910
 - 5 400 hab. en 1940
 - 18 000 hab. en 1990
 - 40 000 habitants aujourd'hui
- Pour autant, comme le montre l'image elle paraît bien petite par rapport à sa voisine méridionale. Cela est largement dû au fait que la ville principale de la région est située quelques kilomètres plus au nord : c'est El Centro qui sert de pôle urbain, administratif et productif dominant.
- Dans la ville frontière de Calexico même, une très large partie de la population est d'origine latino-américaine (97 %). C'est un des taux les plus élevés des Etats-Unis.

- Coté mexicain: Mexicali a été fondée en 1903. C'est est à la fois le principal pôle urbain, économique, agricole et industriel du bassin de l'Imperial Valley et la capitale administrative de l'Etat fédéré mexicain de Basse Californie.
- Cette agglomération est peuplée d'1,1 million d'habitants, soit 27,5 fois plus que Calexico. On y retrouve le même parcellaire très régulier, rectiligne et géométrique qu'au nord ; avec cependant aux marges ouest, sud-ouest et sud le développement de quartiers d'habitat informel assez bien visibles par leurs microstructures.

- Paradoxalement, alors que les deux villes et les deux territoires régionaux sont séparés par un long mur frontalier largement hermétique, leurs économies sont interdépendantes:
 - Mexicali: le boom du coton des années 1950/1960 a fait place à une large réorientation des productions agricoles vers les légumes (asperges, brocoli, carottes, oignons, laitues, poivrons, tomates...). Une très large partie est exportée vers le marché états-unien voisin, en particulier via les commandes des grandes centrales d'achat des géants mondiaux de la grande distribution et de l'agro-industrie.

- En regardant de près l'image, on aperçoit nettement le long de l'axe qui coupe l'agglomération de Mexicali en deux jusqu'au poste frontière et vers le sud-est de grands blocs blancs. Ils correspondent aux toits des usines et des entrepôts, souvent organisés en zones industrielles. Ces usines sont des industries maquiladoras dont la présence est directement liée aux accords passés entre les Etats-Unis et le Mexique dans le cadre d'une division intra-continentale du travail. L'industrie des maquiladoras est devenue un des facteurs structurels des transformations économiques, sociales et territoriales du Mexique en représentant 56 % de la base industrielle. Ces activités importent sous douane, des Etats-Unis ou du monde entier, et sans droit des composants et des pièces détachées. Ceux-ci sont ensuite montés dans ces usines qui produisent donc des sous-ensembles ou des produits finis qui sont ensuite réexportés aux Etats-Unis. Au total, le rôle économique, industriel et social des industries maquiladoras est très important avec 66 500 salariés à Mexicali.

DOC. La fermeture de la frontière Autriche/Hongrie à la suite de l'épidémie de Covid19

Source de travail: <https://geoimage.cnes.fr/fr/pandemie-de-coronavirus-et-la-fermeture-des-frontieres-terrestres-communautaires-le-cas-de-la>

- Localisation à plusieurs échelles. Nous sommes ici sur un des grands axes terrestres européens : l'autoroute A4/M1.
 - elle relie Vienne (capitale autrichienne) à Budapest (la capitale de la Hongrie).
 - à une échelle plus large, elle relie l'Allemagne, le Benelux et le Royaume-Uni d'un côté à la Roumanie, à la Bulgarie et au Balkans de l'autre.
- Même si les deux Etats appartiennent à l'Union européenne (UE), la frontière entre les deux pays demeure marquée par d'imposantes infrastructures.
 - Le poste frontière commun placé un peu en retrait du tracé frontalier, du côté hongrois, qui permet de contrôler les passagers et les véhicules.
 - Les postes de la douane et de la police des frontières du côté autrichien avec un pôle pour l'entrée et l'autre pour la sortie, avec de vastes parkings
- Ces équipements régaliens sont les symboles et les moyens du contrôle physique de l'entrée sur son territoire des hommes et des marchandises par un Etat souverain.
- Ils sont complétés par une série d'équipements privés, du fait de la rupture dans le déplacement ou le voyage que représente le passage de la frontière: stations essences jumelles, restaurants et hôtels.
- Le lundi 16 mars 2020, Viktor Orban, le 1er Ministre national-conservateur, a proclamé la fermeture des frontières et l'interdiction à tous les étrangers, y compris les citoyens de l'Union européenne, de rentrer en Hongrie. Cette décision a bloqué à ce poste frontalier des milliers de travailleurs roumains, bulgares ou serbes. Face à la montée de la tension localement et à la suite de négociations intergouvernementales entre les gouvernements d'Europe de l'Est, la frontière a été ouverte durant quelques heures.
- Cette image satellite a été prise le 27 mars 2020.
- On y voit une longue file de poids lourds qui attendent du côté autrichien pour entrer en Hongrie. On les distingue bien des voitures, qui sont bien plus petites sur l'image et bien moins nombreuses. On constate donc que dix jours après la décision, la situation demeure très difficile et tendue.